



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°38 – 18 au 22 septembre 2023

## Faits saillants :

- **Afrique du Sud** : La Banque centrale maintient son taux directeur à 8,25%, alors que l'inflation repart légèrement à la hausse au mois d'août (SARB, StatsSA)
- **Afrique du Sud** : De nouvelles avancées pour le dégroupage d'Eskom
- **Angola** : Le Comité de politique monétaire maintient son taux d'intérêt directeur à 17% (Banco Nacional de Angola)

## Zoom sur la réforme des entreprises publiques

Le ministre des entreprises publiques, M. Pravin Gordhan, a présenté un projet de loi pour une refonte complète de la gouvernance des entreprises d'Etat en Afrique du Sud. Actuellement sous la tutelle du ministère des entreprises publiques (*Department of Public Enterprises – DPE*), celles-ci font face à de nombreux problèmes de gouvernance (scandale de la capture de l'Etat), qui se traduisent par des difficultés économiques et opérationnelles au sein de groupes tels qu'Eskom, Transnet, Denel ou encore South African Airways (SAA). Le projet de loi prévoit ainsi la suppression du DPE et la création d'une nouvelle *holding*, la State Asset Management SOC Ltd, détenue intégralement par l'Etat. Cette structure unique aurait pour objectif d'optimiser la gestion financière et d'encourager les investissements privés, permettant ainsi de renforcer la transparence, l'efficacité organisationnelle et l'harmonisation stratégique. La liste des entreprises concernées par cette réforme n'a pas été publiée. Si certains acteurs, tels que l'association des grands dirigeants *Business Leadership South Africa*, ont bien accueilli la mesure, l'opposition politique dénonce les risques liés à la création d'une nouvelle structure bureaucratique, propice à la corruption. Le projet de loi est ouvert aux commentaires publics jusqu'au 15 octobre.

## Sommaire :

### Afrique du Sud :

- La Banque centrale maintient son taux directeur à 8,25%, alors que l'inflation repart légèrement à la hausse au mois d'août (*SARB, StatsSA*)
- Les ventes au détail se contractent à nouveau au mois de juillet (*StatsSA*)
- De nouvelles avancées pour le dégroupage d'Eskom
- La poursuite de la réforme législative du marché de l'électricité
- Le Trésor recommande des coupes budgétaires aux Ministères (*National Treasury*)

### Angola :

- Le Comité de politique monétaire maintient son taux d'intérêt directeur à 17% (*Banco Nacional de Angola*)

### Botswana :

- L'inflation poursuit sa baisse au mois d'août (*StatsBots*)

### Mozambique :

- L'inflation atteint un point bas (*INE*)

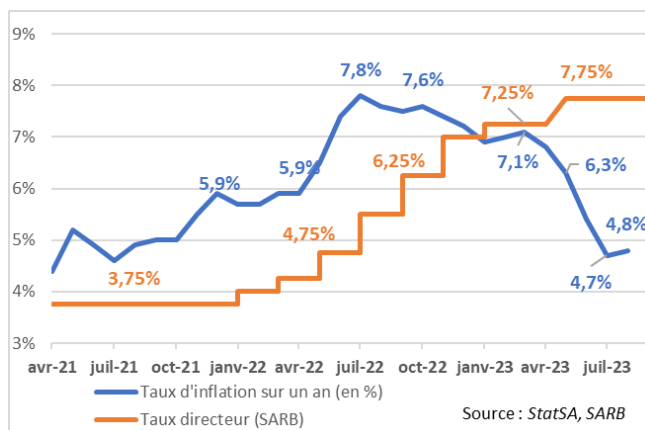
### Namibie :

- Gisement prometteur pour Total Energies en Namibie (*namibian.com*)



## Afrique du Sud

**La Banque centrale maintient son taux directeur à 8,25%, alors que l'inflation repart légèrement à la hausse au mois d'août (SARB, StatsSA)**



Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), l'inflation sur un an a atteint 4,8% sur un an au mois d'août, après 4,7% au mois de juillet. L'inflation « cœur » (évolution de l'indice des prix à la consommation, hors dépenses alimentaires et énergétiques) a évolué de la même manière (+4,8% au mois d'août, contre +4,7% au mois de juillet). Ce léger rebond, alors que l'indicateur a enregistré une baisse quasi-continue depuis son pic de 7,8% en juillet 2022, s'explique principalement par une dissipation progressive de l'effet de base ainsi que par l'augmentation du poste « logement, eau et électricité » (+5,5%, soit une contribution de +1,3 point à la croissance de l'indicateur). Les prix alimentaires continuent en revanche leur décrue (+8,0%, contre +9,9% au mois de juillet), restant toutefois l'un des principaux contributeurs à la hausse de l'indicateur (+1,4 point). Dans ce contexte, la banque centrale sud-africaine (South African Reserve Bank – SARB) a décidé de maintenir son taux directeur à 8,25% lors de sa réunion du 21 septembre. L'institution monétaire, qui a révisé ses prévisions d'inflation légèrement à la baisse (elle table désormais sur

une hausse des prix de 5,9% en 2023, soit -0,1 point par rapport à ses prévisions du mois de juillet) et ses prévisions de croissance à la hausse (+0,7% anticipés sur l'année, contre +0,4% au mois de juillet), alerte toutefois sur les risques posés par la hausse du prix des carburants (+2,2% sur un mois), qui pourrait faire repartir l'inflation à la hausse. Le prochain comité de politique monétaire aura lieu le 23 novembre 2023.

### Les ventes au détail se contractent à nouveau au mois de juillet (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), les ventes au détail ont reculé de 1,8% au mois de juillet, après un recul équivalent le mois précédent. L'indicateur se contracte donc pour le huitième mois consécutif, à un rythme significativement plus marqué que les anticipations des observateurs (-1,2%). Il atteint ainsi son plus bas niveau depuis juillet 2021. Cinq secteurs sur sept enregistrent une diminution des ventes, en particulier les « revendeurs généraux » (-4,1% soit une contribution négative de 1,7 point) et les magasins de « quincaillerie, peinture et verre » (-6,8%, soit -0,6 point). A noter toutefois la bonne performance des « magasins d'habillement » (+7,1%, soit +1,2 point). Cette évolution générale illustre le niveau particulièrement dégradé de la confiance des consommateurs, confrontés à une baisse de leur pouvoir d'achat dans un contexte de pressions inflationnistes toujours significatives et de taux d'intérêt élevés. Ainsi, toujours selon les données de StatsSA, la rémunération des employés (masse salariale totale) a continué de progresser (+5%), mais à un rythme inférieur à la hausse des prix (+6,2%) au cours du deuxième trimestre (par rapport à la même période de l'année précédente).



## De nouvelles avancées pour le dégroupage d'Eskom

Le régulateur sud-africain NERSA (*National Energy Regulator of South Africa*) a attribué deux licences cruciales à la nouvelle société de transmission d'Eskom – *National Transmission Company of South Africa* (NTCSA), marquant ainsi une avancée majeure vers la refonte complète d'Eskom et son dégroupage en trois entités distinctes : *Production*, *Transmission* et *Distribution*. D'une part, la licence de *trading* permettra à la NTCSA d'acheter et de vendre de l'électricité à des fins commerciales, notamment aux centrales d'Eskom et aux producteurs d'énergie indépendants (IPP). D'autre part, la licence d'importation/exportation autorisera la NTCSA à importer et exporter de l'électricité dans la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Si la NTCSA doit débiter ses opérations à partir de novembre 2023, cela marque un tournant majeur dans le secteur énergétique sud-africain, en pleine évolution.

## La poursuite de la réforme législative du marché de l'électricité

La commission parlementaire des ressources minérales et de l'énergie (*Portfolio Committee on Mineral Resources and Energy*) a soumis deux projets de loi à consultation publique, et notamment l'*Electricity Regulation Act* de 2006 (ERA), texte indispensable et très attendu pour résoudre la crise énergétique actuelle. Ce texte devrait permettre d'encadrer l'octroi de licences aux entreprises de transmission, la mise en place d'une plateforme de vente d'électricité, et également permettre le développement de nouvelles capacités de génération. Ce texte doit néanmoins faire l'objet d'une procédure législative complète, sans garantie d'être adopté avant les élections générales de l'année prochaine.

## Le Trésor recommande des coupes budgétaires aux Ministères (*National Treasury*)

Le 18 septembre, le Trésor sud-africain (*National Treasury*) a publié la lettre de cadrage adressée aux ministères (*National Departments*) et aux trésors provinciaux, fin août, qui dresse une liste de recommandations visant à réduire les dépenses. Le document invite notamment les autorités à rationaliser leur masse salariale (suivi renforcé des nouvelles embauches), et à mettre en place un contrôle renforcé sur certains postes de dépenses (voyages, événements et investissements dans les infrastructures). Le Trésor rappelle le contexte défavorable des finances publiques, alors que les recettes publiques sont inférieures de 22 Mds ZAR (1,1 Md EUR) sur les cinq premiers mois de l'année fiscale en cours par rapport à la même période de l'exercice précédent. Parallèlement, la hausse de traitement accordée aux fonctionnaires (+7,5% au cours de l'exercice 2023/24 et augmentation indexée sur l'inflation pour 2024/25) aura un net impact à la hausse sur les dépenses publiques. La publication du document intervient alors que le NT a présenté à l'exécutif, en amont du budget de mi-parcours, des projections sur le coût de la prolongation et la hausse de l'allocation SDR (*Social Distress Grant* - allocation exceptionnelle déployée au cœur de la crise du Covid-19, pour aider les ménages qui ne bénéficiaient d'aucun autre transfert, prolongée à plusieurs reprises, jusqu'en mars 2024). Si l'allocation était maintenue sur l'exercice 2024/2025 à son niveau actuel (350 ZAR par mois, soit 17 EUR), son coût pour les finances publiques représenterait 46,6 Mds ZAR, avant d'atteindre jusqu'à 65 Mds ZAR sur l'exercice 2030/2031 (contre 35,6 Mds ZAR alloués sur l'exercice en cours). Dans le cas où elle serait réévaluée à 700 ZAR, un niveau supérieur au seuil de pauvreté alimentaire (663 ZAR par mois et par personne), elle pourrait coûter jusqu'à 130 Mds ZAR par an d'ici 2030. Afin de financer cette mesure, le Trésor propose alternativement de clore certains programmes gouvernementaux ou d'augmenter la TVA d'un ou deux points (à 16 ou 17%) - recettes estimées de respectivement 24,5 et 49,4 Mds ZAR.

## Angola

**Le Comité de politique monétaire maintient son taux d'intérêt directeur à 17% (*Banco Nacional de Angola*)**

Le 15 septembre, le comité de politique monétaire de la Banque centrale (*Banco Nacional de Angola*) a maintenu son taux directeur à 17%. Alors que l'inflation a accéléré pour le quatrième mois consécutif en août, pour atteindre 13,4% sur un an, l'institution monétaire considère que cette hausse est passagère, principalement liée à des facteurs saisonniers, ainsi qu'à la dépréciation de la devise locale (kwanza angolais, -48% sur un an face à l'USD). La Banque centrale s'inquiète par ailleurs de la contraction de l'excédent de la balance commerciale des biens, dont le niveau (12,7 Mds USD sur les huit premiers mois de 2023) est près de 50% à celui de la même période de l'année précédente, en raison d'une hausse des coûts des importations et de la modération des cours du pétrole, qui pèsent sur les recettes d'exportation. A noter que les réserves progressent et demeurent à un niveau satisfaisant (14 Mds USD, soit l'équivalent de 7,5 mois d'importations, contre 13,7 Mds USD et 6 mois d'importations en juillet). Le prochain comité de politique monétaire aura lieu le 21 novembre.

## Botswana

**L'inflation poursuit sa baisse au mois d'août (*StatsBots*)**

Selon l'agence nationale de statistiques (*StatsBots*), l'inflation sur un an a atteint 1,2% au mois d'août, après 1,5% au mois de juillet. L'indicateur décroît pour le cinquième mois consécutif, atteignant un niveau inédit depuis août 2020, inférieur à la fourchette cible de la Banque centrale (*Bank of Botswana* – 3% à 6%). Suivant une dynamique similaire à celle des autres pays d'Afrique australe, cette modération

s'explique par la décrue du poste « denrées alimentaires » (+9%, après +10,7%), qui demeure toutefois le premier poste contributeur à la hausse des prix (+1,2 point). Les prix des « transports » se contractent également pour le second mois consécutif (-7,8%, soit une contribution négative de 2,3 points).

## Mozambique

**L'inflation atteint un point bas (*INE*)**

Selon l'agence nationale de statistiques (*INE*), l'inflation sur un an a atteint 4,9% au mois d'août, après 5,7% en juillet, soit son plus bas niveau depuis mars 2022. Cette baisse s'explique principalement par la décrue des prix alimentaires, dont la hausse atteint +3,7% (-1,2 point par rapport au mois précédent). Cette tendance reflète également l'impact de la politique monétaire particulièrement restrictive engagée depuis 2021 par la Banque centrale (*Banco de Mocambique*) : le taux directeur a en effet été maintenu à 17,25 % depuis août 2022. La hausse des prix devrait ainsi atteindre 4,8% en 2023, (contre 10,9% en 2022).

## Namibie

**Gisement prometteur pour Total Energies en Namibie (*namibian.com*)**

Selon Total Energies (TE), le gisement pétrolier Venus-1, situé à 290 km des côtes namibiennes dans le bassin de la rivière Orange, pourrait représenter un potentiel de 5 Mds de barils de pétrole léger et de gaz. Dans le cadre de cette exploration complexe (le champ étant situé à plus de 3 000 mètres de profondeur), débutée en janvier 2022, Total Energies a investi 5,5 Mds NAD (300 M USD) cette année, soit près de la moitié de son budget mondial d'exploration. L'objectif est de consolider cette trouvaille dans le bloc 2913B (PEL 56) du bassin de la rivière Orange, opéré avec QatarEnergy, Impact Oil and Gas d'Africa Oil, et Namcor (National Petroleum

Corporation of Namibia). Selon TE, ces découvertes pourraient doubler le PIB de la Namibie d'ici 2040, avec une contribution annuelle moyenne de 17 Mds USD entre 2033 et 2043. A noter que les résultats complets de l'étude seront annoncés dans quelques semaines.

### Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au 22/09/2023	Evolution des taux de change USD (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier
<b>Afrique du Sud</b>	18,81 ZAR	-0,9%	0,1%	-4,8%	-9,7%
<b>Angola</b>	826,0 AOA	0,0%	-0,1%	-48,6%	-39,0%
<b>Botswana</b>	13,5 BWP	-0,1%	-0,5%	-3,2%	-6,3%
<b>Mozambique</b>	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Zambie</b>	20,7 ZMW	-0,1%	-6,2%	-23,5%	-12,8%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria

Rédacteurs : Léopold VINOT, Pierre FINOT & Antoine MOISSON

Revu par Antoine WILLENBUCHER,  
Claire JOLLY et Thibault DORNON